

Note

(1) *Session 2011-2012**Documents du Parlement. Projet de décret, n° 283-1. — Rapport, n° 283-2.**Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 20 décembre 2011.*

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2012 — 634

[C — 2012/29034]

20 DECEMBER 2011. — Decreet houdende wijziging van artikel 79/17 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritare taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, met als doel de inachtneming van het arrest nr. 4/2011 van het Grondwettelijk Hof van 13 januari 2011 (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 79/17, § 1, tweede lid, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritare taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, wordt punt 3°, ingevoegd bij het decreet van 18 maart 2010, vervangen door hetgeen volgt :

« 3° de gekozen inrichting voor secundair onderwijs is gelegen in een straal van 4 km rondom de lagere school of de basisschool van afkomst. De minimale waarde is 1, indien het criterium niet vervuld is, of, wanneer dit criterium vervuld is en wanneer de school bedoeld bij 1° en de inrichting bedoeld bij 2° de eerste dichtstbijzijnde zijn in de zin van 1° en 2°. In alle andere gevallen wanneer dit criterium vervuld is :

a) wordt de minimale waarde 1 met 0,054; 0,108; 0,162; 0,216 of 0,27 vermeerderd naar gelang van de waarde toegekend aan het criterium bedoeld bij 1°, d.w.z. 1,81; 1,61; 1,41; 1,21 of 1;

b) wordt de waarde verkregen bij punt *a)* vermeerderd met 0,054; 0,108; 0,162; 0,216 of 0,27 naargelang van de waarde toegekend aan het criterium bedoeld bij 2°, d.w.z. 1,79; 1,59; 1,39; 1,19 of 1. »

Art. 2. Dit artikel treedt in werking op 1 januari 2012.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 december 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Kind, Wetenschappelijk Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

Nota

(1) *Zitting 2011-2012**Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 283-1. — Verslag nr. 283-2.**Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Zitting van 20 december 2011.*

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2012 — 635

[C — 2012/29062]

20 DECEMBRE 2011. — Décret modifiant l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les Centres psycho-médico-sociaux

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux est remplacé par :

« Cet arrêté s'applique :

1° aux membres du personnel visés par la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat;

2° aux membres du personnel subventionnés visés par la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement;

3° aux membres du personnel des établissements d'enseignement visés aux articles 11, 12 et 13 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités;

4° aux commissaires du Gouvernement auprès des Hautes Ecoles et Universités et aux délégués du Gouvernement auprès des Ecoles supérieures des Arts;

5° aux membres du personnel visés par la loi du 1^{er} avril 1960 relative aux Centres psycho-médico-sociaux;

6° aux membres du personnel du service général de l'inspection visés par le décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques, et aux inspecteurs des cours de religion. »

Art. 2. L'intitulé du chapitre II du même arrêté royal est complété par les mots « : régime applicable aux membres du personnel ayant atteint l'âge de cinquante-cinq ans au plus tard le 31 décembre 2011 ».

Art. 3. A l'alinéa 1^{er} de l'article 8 du même arrêté royal tel que modifié, les mots « au plus tard le 31 décembre 2011 » sont insérés entre les mots « l'âge de cinquante-cinq ans » et les mots « et comptent au moins 20 années de service ».

Art. 4. A l'article 10 du même arrêté royal tel que modifié, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « au plus tard au 31 décembre 2011 ».

Art. 5. A l'article 10*bis* du même arrêté royal tel que modifié, les mots « à la date du 31 décembre 2011 » sont insérés entre les mots « 55 ans au moins » et les mots « et que la totalité de la charge ».

Art. 6. A l'article 10*ter* du même arrêté royal tel que modifié, sont apportées les modifications suivantes :

1° les § 1^{er}, alinéa 1^{er}, § 2, alinéa 1^{er}, § 3, alinéa 1^{er} sont complétés par les mots « au plus tard au 31 décembre 2011 »;

2° au § 3, alinéa 4 les mots « de cinquante-quatrième, » et « 1/50 » sont supprimés;

3° le § 3, alinéa 7 est supprimé;

4° au § 4, alinéa 4, les mots « 1^{er} janvier qui suit » sont remplacés par les mots « 31 décembre 2011 »;

5° le § 6 est supprimé;

6° le § 7 devient le § 6.

Art. 7. A l'article 10*decies* du même arrêté royal tel que modifié, le § 6 est remplacé par :

« En cas de dépassement du montant prévu aux §§ 2 et 3, le Gouvernement détermine les conséquences sur le traitement d'attente ou la subvention-traitement d'attente.

En cas de dépassement de 15 % ou plus des montants visés aux §§ 2 et 3, le traitement d'attente ou la subvention-traitement d'attente du membre du personnel est suspendue, même si l'activité ne s'étend pas sur toute l'année.

En cas de dépassement de moins de 15 % des montants visés aux §§ 2 et 3, le montant du traitement d'attente ou de la subvention-traitement d'attente du membre du personnel est réduit à concurrence du pourcentage de dépassement des revenus par rapport à ces montants. »

Art. 8. Dans le même arrêté royal tel que modifié, il est inséré un chapitre II*bis*, comportant les articles 10*undecies* à 10*vicies*, rédigé comme suit :

« Chapitre II*bis*. — Mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite : régime applicable aux membres du personnel à partir du 1^{er} janvier 2012.

Section I^{re}. — Dispositions générales

Article 10*undecies*. Les dispositions du présent chapitre s'appliquent, dès le 1^{er} janvier 2012, aux membres du personnel visés à l'article 1^{er} qui sont nommés ou engagés à titre définitif n'ayant pas atteint l'âge de 55 ans au 31 décembre 2011, à l'exclusion des membres du personnel administratif et du personnel de maîtrise, gens de métier et de service.

Les commissaires et délégués du Gouvernement des institutions universitaires de la Communauté française peuvent bénéficier d'une disponibilité totale pour convenance personnelle précédant la pension de retraite aux conditions fixées à l'article 10*tredecies*.

Les membres du personnel visés aux alinéas précédents, nommés ou engagés à titre définitif à la fois en fonction principale et en fonction accessoire, peuvent seuls bénéficier, pour la fonction accessoire qu'ils exercent, d'une mise en disponibilité totale pour convenance personnelle précédant la pension de retraite par application des articles 10*tredecies* et 10*octodecies* du présent arrêté.

Article 10*duodecies*. § 1^{er}. En tenant compte des conditions particulières fixées par les articles 10*tredecies*, 10*quatuordecies*, 10*quindecies*, 10*sexdecies*, 10*octodecies*, les membres du personnel visés à l'article 10*undecies* peuvent bénéficier d'une disponibilité pour convenance personnelle précédant la pension de retraite, pour autant qu'ils ne puissent bénéficier d'une pension de retraite à charge du Trésor public.

La disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite dont il est question au présent article peut être totale ou partielle. La disponibilité pour convenances personnelles à temps partiel peut être à quart temps, mi temps ou trois-quarts temps.

La durée de disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite, totale ou partielle, ne peut excéder autant de mois que le membre du personnel compte d'années complètes d'ancienneté de service telle qu'arrêtée à la date à laquelle le membre du personnel bénéficie pour la première fois de la mise en disponibilité pour convenance personnelle précédant la pension de retraite. Ce nombre de mois est multiplié par 1 en cas de disponibilité totale, par 4 en cas de disponibilité à quart temps, par 2 en cas de disponibilité à mi temps et par 4/3 en cas de disponibilité à trois-quarts temps. Le résultat de ce calcul est arrondi s'il échet à l'unité supérieure.

Pour le calcul de l'ancienneté de service visée au présent paragraphe, sont pris en considération, pour leur durée réelle, les services qui entrent en ligne de compte dans le calcul de la pension de retraite, en ce compris l'expérience utile dans les limites fixées par l'article 17 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé, du Ministère de l'Instruction publique et à l'exclusion des bonifications pour études, et des autres périodes bonifiées à titre de services admis pour la détermination du traitement.

A titre transitoire, les membres du personnel visés à l'article 10*undecies*, en activité de service, ayant atteint l'âge de 53 ans ou de 54 ans durant l'année civile 2011, bénéficient d'un supplément de 6 mois par rapport à la durée maximale de disponibilité pour convenance personnelle précédant la pension de retraite telle que calculée conformément à l'alinéa 4.

§ 2. Cette mise en disponibilité est irréversible et accordée jusqu'à la date à laquelle les membres du personnel concernés peuvent prétendre à la pension.

Un membre du personnel ne peut avoir épuisé le nombre de mois de disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite avant la date limite visée à l'alinéa précédent.

§ 3. Par dérogation au § 2 du présent article, les mises en disponibilité partielles visées aux articles 10*quatuordecies*, 10*quindecies* et 10*sexdecies* peuvent, à la demande du membre du personnel, être prolongées par le Gouvernement jusqu'à la fin de l'année scolaire au cours de laquelle le membre du personnel est admissible à la pension.

Dans les Hautes Ecoles, les Ecoles supérieures des Arts et les Instituts supérieurs d'Architecture, la prolongation visée à l'alinéa 1^{er} peut être autorisée, à la demande du membre du personnel, jusqu'au 31 août de l'année académique au cours de laquelle ce dernier est admissible à la pension.

Ces prolongations ne peuvent être imputées sur le nombre de mois visé au § 1^{er}, alinéas 3 et 4 du présent article.

§ 4. La mise en disponibilité visée au présent article, quelles qu'en soient ses modalités, prend cours le premier jour d'un mois. La demande de mise en disponibilité est introduite par le membre du personnel au plus tard le 30^e jour qui précède la date à laquelle il souhaite être mis en disponibilité.

Toutefois, lorsque le membre du personnel sollicite sa mise en disponibilité à la date du 1^{er} septembre, la demande est introduite au plus tard le 1^{er} juin qui précède.

Par dérogation à l'alinéa précédent, la demande peut être introduite au plus tard le 15 juillet qui précède si le membre du personnel qui sollicite sa mise en disponibilité à la date du 1^{er} septembre peut faire valoir des circonstances exceptionnelles.

§ 5. La mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite visée au présent article est accordée par le Gouvernement.

Les demandes de mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite sont introduites par les membres du personnel par la voie hiérarchique dans l'enseignement organisé par la Communauté française et par l'intermédiaire du pouvoir organisateur ou son délégué dans l'enseignement subventionné par la Communauté française.

§ 6. Le membre du personnel qui transforme un congé pour prestations réduites en une mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite, est présumé avoir obtenu comme dernier traitement d'activité ou dernière subvention-traitement d'activité, le traitement ou la subvention traitement qu'il aurait perçue s'il avait continué à exercer ses prestations précédant le congé susmentionné jusqu'à la veille de sa mise en disponibilité.

Les prestations à prendre en considération sont celles pour lesquelles le membre du personnel est nommé ou engagé à titre définitif.

§ 7. Le membre du personnel en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite qui bénéficie d'une pension de survie peut demander la réduction du traitement d'attente ou de la subvention-traitement d'attente qui lui est du(e).

Section II. — Dispositions particulières

Article 10*tredecies*. Aux conditions générales fixées à la section I du présent chapitre, les membres du personnel visés à l'article 10*undecies* peuvent bénéficier d'une mise en disponibilité totale pour convenances personnelles précédant la pension de retraite lorsqu'ils ont atteint l'âge de 58 ans et comptent au moins 20 années de service.

Pendant toute la durée de cette mise en disponibilité, il est accordé un traitement d'attente égal à autant de cinquante-cinquièmes et de soixantièmes du dernier traitement d'activité que le membre du personnel compte d'années de service à la date de sa mise en disponibilité, selon que la fraction prise en considération pour le mode de calcul de la pension est de 1/55^e, 1/60^e.

Pendant toute la durée de cette mise en disponibilité, il est accordé aux commissaires ou délégués du Gouvernement des institutions universitaires de la Communauté française, un traitement d'attente liquidé à raison d'un trentième du dernier traitement d'activité par année de services accomplis dans cette fonction, et à raison du tantième fixé par les lois en vigueur en ce qui concerne les autres services admissibles.

Article 10*quatuordecies*. Aux conditions générales fixées à la section I^{re} du présent chapitre, les membres du personnel visés à l'article 10*undecies*, en activité de service, qui sont titulaires d'un emploi d'une fonction de recrutement comportant des prestations complètes, peuvent bénéficier d'une mise en disponibilité partielle à quart temps pour convenances personnelles précédant la pension de retraite conformément aux dispositions du présent paragraphe, pour autant qu'ils soient âgés de 55 ans au moins.

Le membre du personnel qui bénéficie d'une telle disponibilité est tenu d'accomplir, au minimum les trois-quarts, au maximum les trois-quarts plus deux périodes, de la durée minimale des prestations complètes liées à la fonction qu'il exerce. Le cas échéant, la durée des prestations à accomplir par le membre du personnel pendant la période de cette mise en disponibilité est arrondie à l'unité supérieure.

Pendant toute la durée de cette mise en disponibilité, il est accordé, pour les périodes qui ne sont plus prestées, un traitement d'attente ou une subvention-traitement d'attente s'élevant à 50 p.c. du dernier traitement d'activité ou de la dernière subvention-traitement d'activité attribué(e) à ce nombre de périodes.

Le bénéfice de ces dispositions est étendu aux membres du personnel déclarés en perte partielle de charge et demandeurs d'un complément de charge, qui leur permet d'atteindre les trois-quarts des prestations complètes liées à la fonction qu'ils exercent.

Article 10*quindecies*. Aux conditions générales fixées à la section I^{re} du présent chapitre, les membres du personnel visés à l'article 10*undecies*, en activité de service, qui sont titulaires d'un emploi d'une fonction de recrutement ou de sélection comportant des prestations complètes ou des prestations incomplètes supérieures à une demi-charge, peuvent bénéficier d'une mise en disponibilité partielle à mi-temps pour convenances personnelles précédant la pension de retraite conformément aux dispositions du présent paragraphe, pour autant qu'ils soient âgés de 55 ans au moins.

Le membre du personnel titulaire d'une fonction de recrutement qui bénéficie d'une telle disponibilité est tenu d'accomplir, au minimum la moitié, au maximum la moitié plus deux périodes, de la durée minimale des prestations complètes liées à la fonction qu'il exerce.

Le membre du personnel titulaire d'une fonction de sélection qui bénéficie d'une telle disponibilité est tenu d'accomplir au minimum cinq demi-journées par semaine.

Pendant toute la durée de cette mise en disponibilité, il est accordé, pour les périodes qui ne sont plus prestées, un traitement d'attente ou une subvention-traitement d'attente s'élevant à 50 p.c. du dernier traitement d'activité ou de la dernière subvention-traitement d'activité attribué(s) à ce nombre de périodes.

Le bénéfice de ces dispositions est étendu aux membres du personnel déclarés en perte partielle de charge et demandeurs d'un complément de charge, qui leur permet d'atteindre la moitié des prestations complètes liées à la fonction qu'ils exercent.

Article 10*sexdecies*. Aux conditions générales fixées à la section I du présent chapitre, les membres du personnel visés à l'article 10*undecies*, en activité de service, qui sont titulaires d'un emploi d'une fonction de recrutement comportant des prestations complètes ou des prestations incomplètes supérieures ou égales à une demi-charge, peuvent bénéficier d'une mise en disponibilité à temps partiel à trois-quart temps pour convenances personnelles précédant la pension de retraite conformément aux dispositions du présent paragraphe, pour autant qu'ils soient âgés de 55 ans au moins.

Le membre du personnel qui bénéficie d'une telle disponibilité est tenu d'accomplir, au minimum le quart, au maximum le quart plus deux périodes, de la durée minimale des prestations complètes liées à la fonction qu'il exerce. Le cas échéant, la durée des prestations à accomplir par le membre du personnel pendant la période de cette mise en disponibilité est arrondie à l'unité supérieure.

Pendant toute la durée de cette mise en disponibilité, il est accordé, pour les périodes qui ne sont plus prestées, un traitement d'attente ou une subvention-traitement d'attente égal, soit à 50 p.c. du dernier traitement d'activité ou de la dernière subvention-traitement d'activité attribué(e) à ce nombre de périodes, soit à autant de cinquante-cinquièmes ou de soixantièmes du dernier traitement d'activité que le membre du personnel compte d'ancienneté de service à la date de sa mise en disponibilité, selon que la fraction prise en considération pour le mode de calcul de la pension est de 1/55^e ou 1/60^e, sans que, dans ce second mode de calcul, le montant total du traitement d'activité ou subvention-traitement d'activité et du traitement d'attente ou subvention-traitement d'attente ne puisse toutefois excéder 67,5 % du dernier traitement d'activité ou de la dernière subvention-traitement d'activité.

Le traitement d'attente ou la subvention-traitement d'attente accordé(e) au membre du personnel en disponibilité en application de la disposition qui précède est calculé(e) selon le régime le plus favorable pour le membre du personnel.

Pour l'application du second mode de calcul visé à l'alinéa 3, sont pris en considération, pour leur durée réelle, les services qui entrent en ligne de compte dans le calcul de la pension de retraite, en ce compris l'expérience utile dans les limites fixées par l'article 17 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé, du Ministère de l'Instruction publique et à l'exclusion des bonifications pour études, et des autres périodes bonifiées à titre de services admis pour la détermination du traitement.

Le bénéfice des présentes dispositions est étendu aux membres du personnel déclarés en perte partielle de charge et demandeurs d'un complément de charge, qui leur permet d'atteindre le quart des prestations complètes liées à la fonction qu'ils exercent.

Article 10*septdecies*. Les articles 10*quatuordecies* et 10*sexdecies* ne s'appliquent pas aux membres du personnel auxiliaire d'éducation.

Article 10*octodécies*. Aux conditions générales fixées à la section I du présent chapitre, les membres du personnel visés à l'article 10*undecies*, en disponibilité par défaut d'emploi, peuvent bénéficier, à leur demande, d'une mise en disponibilité totale pour convenances personnelles précédant la pension de retraite, pour autant qu'ils soient âgés de 55 ans au moins.

Pendant toute la durée de cette mise en disponibilité, il est accordé un traitement d'attente ou une subvention-traitement d'attente s'élevant à 75 p.c. du dernier traitement d'activité ou de la dernière subvention-traitement d'activité de l'intéressé.

La mise en disponibilité visée au présent article prend cours à la date du 1^{er} septembre lorsque le membre du personnel qui en bénéficie se trouvait en disponibilité par défaut d'emploi le 30 juin précédent et qu'à cette date il ne bénéficiait pas, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, d'une réaffectation définitive ou d'un rappel à l'activité de service pour une durée indéterminée, dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française, d'une réaffectation ou d'un rappel provisoire à l'activité dans un emploi subventionné d'une durée indéterminée, et dans l'enseignement libre subventionné par la Communauté française, d'une réaffectation, d'une remise au travail ou d'un rappel provisoire en service dans un emploi subventionné d'une durée indéterminée.

Cette mise en disponibilité prend cours à la date du 1^{er} octobre lorsque le membre du personnel qui en bénéficie est mis en disponibilité par défaut d'emploi entre le 1^{er} et le 30 septembre qui précède.

Cette mise en disponibilité prend cours à la date du 1^{er} novembre lorsque le membre du personnel qui en bénéficie est mis en disponibilité par défaut d'emploi à la date du 1^{er} octobre qui précède.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 3, la demande de mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite est introduite par le membre du personnel au plus tard le 1^{er} juin qui précède la date de prise de cours de cette disponibilité.

Par dérogation à l'alinéa précédent, la demande peut être introduite au plus tard le 15 juillet qui précède si le membre du personnel peut faire valoir des circonstances exceptionnelles.

Dans les hypothèses visées aux alinéas 4 et 5, la demande de mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite est introduite par le membre du personnel au plus tard le 20^e jour qui suit la date de sa mise en disponibilité par défaut d'emploi.

Dans le cas de fusion ou restructuration entre établissements ou de fermeture d'établissement, le Gouvernement peut abaisser la limite d'âge fixée à l'alinéa 1^{er}.

Section III. — Transformation d'une disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite

Article 10*novodecies*. § 1^{er}. En tenant compte des dispositions contenues aux sections I^{er} et II, le membre du personnel bénéficiant d'une disponibilité partielle à quart temps peut transformer celle-ci en une disponibilité totale ou partielle à temps, le membre du personnel bénéficiant d'une disponibilité partielle à temps peut transformer celle-ci en une disponibilité totale ou en une disponibilité partielle à temps, le membre du personnel qui bénéficie d'une disponibilité à temps peut transformer celle-ci en une disponibilité totale.

§ 2. Lorsque le membre du personnel transforme une disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite en une autre disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite conformément au § 1^{er}, le dernier traitement d'activité ou la dernière subvention-traitement d'activité servant de base au calcul du traitement d'attente ou de la subvention-traitement d'attente accordé(e) au membre du personnel pendant toute la durée de cette nouvelle mise en disponibilité est le traitement d'activité ou la subvention-traitement d'activité qu'il aurait perçu(e) s'il avait continué à exercer jusqu'à la veille de cette nouvelle mise en disponibilité les prestations pour lesquelles il est nommé ou engagé à titre définitif.

§ 3. En tenant compte de l'article 10*duodecies*, § 2, la transformation d'une disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite en une autre disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite conformément au § 1^{er} peut avoir lieu à tout moment pendant l'année scolaire.

Section IV. — Conditions d'exercice d'une activité lucrative

Article 10*vicies*. § 1^{er}. Le membre du personnel en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite peut être autorisé par le Gouvernement à exercer une occupation lucrative aux conditions et dans le respect des incompatibilités prévues par la présente disposition.

En aucun cas, cette occupation ne peut s'exercer dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ni dans les centres psycho-médico-sociaux organisés ou subventionnés par la Communauté française.

§ 2. Le membre du personnel visé au paragraphe 1^{er} peut, moyennant accord préalable du Gouvernement, être autorisé :

1° à exercer une activité professionnelle régie par la législation relative aux contrats de travail, ou par un statut légal ou réglementaire analogue, pour autant que les revenus professionnels bruts ne dépassent pas le montant fixé par le Gouvernement;

2° à exercer une activité professionnelle comme travailleur indépendant ou comme aidant qui entraîne l'assujettissement à l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, ou qui est exercée en qualité de conjoint aidant, pour autant que les revenus professionnels produits par cette activité ne dépassent pas le montant fixé par le Gouvernement;

3° à exercer une activité consistant en la création d'œuvres scientifiques ou en la réalisation d'une création artistique, n'ayant pas de répercussion sur le marché du travail pour autant que l'intéressé n'ait pas la qualité de commerçant au sens du Code de commerce;

4° à exercer toute autre activité, mandat, charge ou office, pour autant que les revenus bruts qui en découlent, quelle que soit leur dénomination, ne dépassent pas le montant fixé par le Gouvernement;

5° à exercer les fonctions de bourgmestre dans une commune dont la population n'excède pas 15 000 habitants, d'échevin ou de président d'un centre public d'aide sociale dans une commune dont la population n'excède pas 30 000 habitants.

§ 3. L'exercice simultané ou successif de différentes activités prévues au § 2, 1° à 4°, est autorisé pour autant que le montant total des revenus visés au § 2, 1° à 4°, ne dépasse pas le montant fixé par le Gouvernement.

§ 4. L'exercice des fonctions visées au § 2, 5°, exclut l'exercice des activités visées au § 2, 1° à 4°.

§ 5. Par revenus professionnels des activités visées au § 2, 2°, il y a lieu d'entendre les revenus professionnels bruts, diminués des dépenses ou charges professionnelles retenus par l'Administration des contributions directes pour l'établissement de l'impôt relatif à l'année concernée. Si l'activité d'aidant est exercée par le conjoint, il y a lieu de prendre en considération la part des revenus professionnels de l'exploitant qui est à attribuer à l'aidant conformément à l'article 86 du Code des impôts sur les revenus précités. La quote-part des revenus professionnels attribuée au conjoint conformément à l'article 87 de ce Code est ajoutée aux revenus de l'exploitant.

Si l'activité en qualité de travailleur indépendant ou d'aidant est exercée à l'étranger, il est tenu compte des revenus professionnels imposables produits par cette activité.

Si l'activité comme travailleur indépendant ou comme aidant est, en raison de sa nature ou de circonstances particulières, interrompue durant une ou plusieurs périodes d'une année déterminée, elle est présumée avoir été exercée sans interruption durant toute l'année envisagée. Les revenus professionnels d'une année civile sont toujours censés être répartis uniformément sur les mois d'activité réelle ou présumée de l'année en cause.

§ 6. En cas de dépassement du montant prévu aux §§ 2 et 3, le Gouvernement détermine les conséquences sur le traitement d'attente ou la subvention-traitement d'attente.

En cas de dépassement de 15 % ou plus des montants visés aux §§ 2 et 3, le traitement d'attente ou la subvention-traitement d'attente du membre du personnel est suspendue, même si l'activité ne s'étend pas sur toute l'année.

En cas de dépassement de moins de 15 % des montants visés aux §§ 2 et 3, le montant du traitement d'attente ou de la subvention-traitement d'attente du membre du personnel est réduit à concurrence du pourcentage de dépassement des revenus par rapport à ces montants.

§ 7. Le membre du personnel est tenu d'informer le Gouvernement de toute modification de revenu susceptible d'entraîner une diminution ou une suppression de son traitement d'attente ou de sa subvention-traitement d'attente. »

Art. 9. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 décembre 2011.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-D. SIMONET

—
Note

Session 2011-2012

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 282-1. – Rapport, n° 282-2.

Compte-rendu intégral. Discussion et adoption. Séance du 20 décembre 2011.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2012 — 635

[C – 2012/29062]

20 DECEMBER 2011. — **Decreet tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 1, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, wordt vervangen als volgt :

« Dit besluit is van toepassing op :

1° de personeelsleden bedoeld bij de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs;

2° de gesubsidieerde personeelsleden bedoeld bij de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving;

3° de personeelsleden van de onderwijsinrichtingen bedoeld in de artikelen 11, 12 en 13 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten;

4° de commissarissen van de Regering bij de Hogescholen en Universiteiten en de afgevaardigden van de Regering bij de Hogere Kunstscholen;

5° de personeelsleden bedoeld bij de wet van 1 april 1960 betreffende de psycho-medisch-sociale centra;

6° de personeelsleden van de Algemene Inspectiedienst bedoeld bij het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs, en de inspecteurs voor de cursussen godsdienst. »

Art. 2. Het opschrift van hoofdstuk II van hetzelfde koninklijk besluit wordt aangevuld als volgt : « stelstel dat van toepassing is op de personeelsleden die uiterlijk op 31 december 2011 de leeftijd van vijfenvijftig jaar bereikt hebben ».

Art. 3. In het eerste lid van artikel 8 van hetzelfde koninklijk besluit, zoals gewijzigd, worden de woorden « uiterlijk op 31 december 2011 » ingevoegd tussen de woorden « de leeftijd van vijfenvijftig jaar » en de woorden « en tellen ten minste 20 dienstjaren ».

Art. 4. In artikel 10 van hetzelfde koninklijk besluit, zoals gewijzigd, wordt het eerste lid aangevuld als volgt : « uiterlijk op 31 december 2011 ».

Art. 5. In artikel 10bis van hetzelfde koninklijk besluit, zoals gewijzigd, worden de woorden « op 31 december 2011 » ingevoegd tussen de woorden « ten minste 55 jaar » en de woorden « en dat de hele opdracht ».

Art. 6. In artikel 10^{ter} van hetzelfde koninklijk besluit, zoals gewijzigd, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° de § 1, eerste lid, § 2, eerste lid, § 3 eerste lid worden aangevuld als volgt : « uiterlijk op 31 december 2011 »;
- 2° in § 3, vierde lid, worden de woorden « de vierenvijftigste, « en « 1/50 » geschrapt;
- 3° § 3, zevende lid, wordt geschrapt;
- 4° in § 4, vierde lid, worden de woorden « 1 januari daarop » vervangen door de woorden « 31 december 2011 »;
- 5° § 6 wordt geschrapt;
- 6° § 7 wordt § 6.

Art. 7. In artikel 10^{decies} van hetzelfde koninklijk besluit, zoals gewijzigd, wordt § 6 vervangen als volgt :

« Bij overschrijding van het bedrag bedoeld in §§ 2 en 3 bepaalt de Regering de gevolgen op de wachtwedde of de wachtweddetoelage.

Bij overschrijding van 15 % of meer van de bedragen bedoeld in de §§ 2 en 3, wordt de wachtwedde of de wachtweddetoelage van het personeelslid geschorst zelfs als de activiteit zich niet over het hele jaar uitstrekt.

Bij overschrijding van minder dan 15 % van de bedragen bedoeld in de §§ 2 en 3, wordt het bedrag van de wachtwedde of de wachtweddetoelage van het personeelslid verminderd naar rata van het percentage van de overschrijding van de inkomsten ten opzichte van deze bedragen. »

Art. 8. In hetzelfde koninklijk besluit, zoals gewijzigd, wordt een hoofdstuk *Ilbis* ingevoegd, met de artikelen 10^{undecies} tot 10^{vicies}, luidend als volgt :

« Hoofdstuk *Ilbis*. — Terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen : stelsel van toepassing op de personeelsleden vanaf 1 januari 2012

Afdeling I. — Algemene bepalingen

Art. 10^{undecies}. De bepalingen van dit hoofdstuk zijn van toepassing vanaf 1 januari 2012 op de personeelsleden bedoeld in artikel 1 die in vast verband benoemd of aangeworven worden en die op 31 december 2011 de leeftijd van 55 jaar niet bereikt hebben, met uitsluiting van het bestuurspersoneel en het meesters-, vak- en dienstpersoneel.

De commissarissen en afgevaardigden van de Regering van de universitaire instellingen van de Franse Gemeenschap kunnen in aanmerking komen voor een volledige terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen onder de voorwaarden bepaald in artikel 10^{tredecies}.

De personeelsleden bedoeld in de vorige leden die in vast verband benoemd of aangeworven worden zowel in een hoofdbetrekking als in een bijbetrekking, kunnen alleen, voor de bijbetrekking die ze uitoefenen, een volledige terbeschikkingstelling genieten wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen met toepassing van de artikelen 10^{tredecies} en 10^{octodecies} van dit besluit.

Art. 10^{duodecies}. § 1. Rekening houdend met de bijzondere voorwaarden bepaald bij de artikelen 10^{tredecies}, 10^{quatuordecies}, 10^{quindecies}, 10^{sexdecies}, 10^{octodecies} kunnen de personeelsleden bedoeld in artikel 10^{undecies} in aanmerking komen voor een terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen voor zover ze geen rustpensioen ten laste van de Schatkist kunnen genieten.

De terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen waarvan sprake is in dit artikel, kan volledig of gedeeltelijk zijn. De deeltijdse terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden kan viertijds, halftijds en drieviertijds zijn.

De duur van de volledige of gedeeltelijke terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen mag niet evenveel maanden overschrijden als het personeelslid volledige jaren dienstanciënniteit telt, zoals bepaald op de datum waarop het personeelslid voor de eerste keer de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen geniet. Dit aantal maanden wordt vermenigvuldigd met 1 bij volledige terbeschikkingstelling, met 4 bij viertijdse terbeschikkingstelling, met 2 bij halftijdse terbeschikkingstelling en met 4/3 bij drieviertijdse terbeschikkingstelling. Het resultaat van deze berekening wordt tot de hogere eenheid afgerond.

Voor de berekening van de dienstanciënniteit bedoeld in deze paragraaf worden in aanmerking genomen voor hun werkelijke duur de diensten die in aanmerking komen voor de berekening van het rustpensioen, met inbegrip van de nuttige ervaring binnen de perken bedoeld in artikel 17 van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, met uitsluiting van de bonificaties wegens studies, alsmede de andere periodes vermeerderd als diensten toegelaten voor het vaststellen van de wedde.

Als overgangsmaatregel genieten de personeelsleden bedoeld in artikel 10^{undecies}, die in dienstactiviteit zijn en die de leeftijd van 53 jaar of 54 jaar tijdens het kalenderjaar 2011 bereikt hebben, een supplement van 6 maanden ten opzichte van de maximale duur van de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen zoals berekend overeenkomstig het vierde lid.

§ 2. Deze terbeschikkingstelling is onomkeerbaar en wordt toegekend tot de datum waarop de betrokken personeelsleden op het pensioen aanspraak kunnen maken.

Een personeelslid kan het aantal maanden van terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen niet uitgeput hebben vóór de uiterste datum bedoeld in het vorige lid.

§ 3. In afwijking van § 2 van dit artikel kunnen de gedeeltelijke terbeschikkingstellingen bedoeld in de artikelen 10^{quatuordecies}, 10^{quindecies} en 10^{sexdecies}, op aanvraag van het personeelslid, door de Regering verlengd worden tot het einde van het schooljaar waarin het personeelslid tot pensioen wordt toegelaten.

In de Hogescholen, de Hogere Kunstschole en de Hogere Instituten voor architectuur kan de verlenging bedoeld in het eerste lid toegelaten worden, op aanvraag van het personeelslid, tot 31 augustus van het academiejaar waarin het bovenvermelde personeelslid tot pensioen wordt toegelaten.

Deze verlengingen mogen niet aangerekend worden op het aantal maanden bedoeld in § 1, derde en vierde lid, van dit artikel.

§ 4. De terbeschikkingstelling bedoeld in dit artikel, ongeacht de nadere regels, loopt vanaf de eerste dag van een maand. De aanvraag om terbeschikkingstelling wordt ingediend door het personeelslid uiterlijk op de 30e dag voorafgaand aan de datum waarop het ter beschikking wenst gesteld worden.

Wanneer het personeelslid nochtans zijn terbeschikkingstelling op de datum van 1 september aanvraagt, wordt de aanvraag ingediend uiterlijk op 1 juni die voorafgaat.

In afwijking van het vorige lid kan de aanvraag ingediend worden uiterlijk op 15 juli die voorafgaat als het personeelslid dat zijn terbeschikkingstelling op 1 september aanvraagt, uitzonderlijke omstandigheden kan laten gelden.

§ 5. De terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen bedoeld in dit artikel, wordt door de Regering toegekend.

De aanvragen om terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen worden door de personeelsleden ingediend langs hiërarchische weg in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap en door bemiddeling van de inrichtende macht of zijn afgevaardigde in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

§ 6. Het personeelslid dat een verlof voor verminderde prestaties verandert in een terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen, wordt verondersteld als laatste activiteitswedde of laatste activiteitsweddetoelage de wedde of weddetoelage te hebben genieten die hij zou genoten hebben als het zijn prestaties verder had uitgeoefend voorafgaandelijk aan het verlof vermeld hierboven tot de dag vóór zijn terbeschikkingstelling.

De prestaties die in aanmerking moeten worden genomen zijn degene waarvoor het personeelslid in vast verband wordt benoemd of aangeworven.

§ 7. Het personeelslid dat ter beschikking wordt gesteld wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen en dat een overlevingspensioen geniet, kan de vermindering van de wachtwedde of van de wachtweddetoelage vragen die hem toegeschreven is.

Afdeling II. — Bijzondere bepalingen

Art. 10*tredecies*. Onder de algemene voorwaarden bedoeld in de afdeling I van dit hoofdstuk, kunnen de personeelsleden bedoeld in artikel 10*undecies* in aanmerking komen voor een terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen wanneer ze de leeftijd van 58 jaar bereikt hebben en ze ten minste 20 dienstjaren tellen.

Tijdens de hele duur van deze terbeschikkingstelling wordt een wachtwedde toegekend die gelijk is aan het evenveel vijfenvijftigste en zestigste van de laatste activiteitswedde dat overeenstemt met het aantal dienstjaren van het personeelslid op de datum van zijn terbeschikkingstelling, naargelang de breuk die in aanmerking wordt genomen voor de berekeningswijze van het pensioen $1/55$, $1/60$ bedraagt.

Tijdens de hele duur van deze terbeschikkingstelling wordt een wachtwedde toegekend aan de commissarissen of afgevaardigden van de Regering van de universitaire instellingen van de Franse Gemeenschap, die uitbetaald wordt naar rato van één dertigste van de laatste activiteitswedde per dienstjaar verricht in dit ambt en naar rato van het tantième bepaald door de wetten van toepassing op de andere aanneembare diensten.

Art. 10*quatuordecies*. Onder de algemene voorwaarden bedoeld in de afdeling I van dit hoofdstuk kunnen de personeelsleden bedoeld in artikel 10*undecies*, in dienstactiviteit, die titularis zijn van een betrekking van een wervingsambt met volledige prestaties, een viertijdse terbeschikkingstelling genieten wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen overeenkomstig de bepalingen van deze paragraaf voor zover ze ten minste 55 jaar oud zijn.

Het personeelslid dat een dergelijke terbeschikkingstelling geniet, is ertoe gehouden ten minste drievierden en ten hoogste drievierden plus twee periodes van de minimale duur van de volledige prestaties gebonden aan het ambt dat hij uitoefent, te verrichten. De duur van de prestaties die door het personeelslid verricht moeten worden tijdens deze terbeschikkingstelling, wordt in voorkomend geval afgerond tot de hogere eenheid.

Tijdens de hele duur van deze terbeschikkingstelling wordt voor de periodes die niet meer verricht worden, een wachtwedde of een wachtweddetoelage toegekend die 50 % bedraagt van de laatste activiteitswedde of de laatste activiteitsweddetoelage die aan dit aantal periodes wordt toegekend.

Het genot van deze bepalingen wordt uitgebreid tot de personeelsleden voor wie het gedeeltelijke verlies van hun opdracht verklaard werd en tot de aanvragers van een aanvullende opdracht zodat ze de drievierden van hun volledige prestaties kunnen bereiken die gebonden zijn aan het ambt dat ze uitoefenen.

Art. 10*quindecies*. Onder de algemene voorwaarden bedoeld in afdeling I van dit hoofdstuk kunnen de personeelsleden bedoeld in artikel 10*undecies*, in dienstactiviteit, die titularis zijn van een betrekking van een wervings- of selectieambt met volledige prestaties of onvolledige prestaties die hoger zijn dan een halve opdracht, een deeltijdse terbeschikkingstelling genieten wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen overeenkomstig de bepalingen van deze paragraaf voor zover ze ten minste 55 jaar oud zijn.

Het personeelslid dat titularis is van een wervingsambt en dat een dergelijke terbeschikkingstelling geniet, is ertoe gehouden ten minste de helft en ten hoogste de helft plus twee periodes de minimale duur van de volledige prestaties te verrichten die gebonden zijn aan het ambt dat hij uitoefent.

Het personeelslid dat titularis is van een selectieambt en dat een dergelijke terbeschikkingstelling geniet, is ertoe gehouden ten minste vijf halve dagen per week te verrichten.

Tijdens de hele duur van deze terbeschikkingstelling wordt voor de periodes die niet meer verricht worden, een wachtwedde of een wachtweddetoelage toegekend die 50 % bedraagt van de laatste activiteitswedde of van de laatste activiteitsweddetoelage toegekend aan dit aantal periodes.

Het genot van deze bepalingen wordt uitgebreid tot de personeelsleden voor wie het gedeeltelijke verlies van hun opdracht verklaard werd en tot de aanvragers van een bijkomende opdracht zodat ze de helft van de volledige prestaties gebonden aan het ambt dat ze uitoefenen kunnen bereiken.

Art. 10*sexdecies*. Onder de algemene voorwaarden bedoeld in de afdeling I van dit hoofdstuk kunnen de personeelsleden bedoeld in artikel 10*undecies*, in dienstactiviteit, die titularis zijn van een betrekking van een wervingsambt met volledige prestaties of onvolledige prestaties die hoger of gelijk zijn aan een halve opdracht, een deeltijdse terbeschikkingstelling van drievierden genieten wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen overeenkomstig de bepalingen van deze paragraaf voor zover ze ten minste 55 jaar oud zijn.

Het personeelslid dat een dergelijke terbeschikkingstelling geniet, is ertoe gehouden ten minste één vierde en ten hoogste één vierde plus twee periodes van de minimale duur van de volledige prestaties gebonden aan het ambt dat hij uitoefent, te verrichten. De duur van de prestaties die door het personeelslid verricht moeten worden tijdens deze terbeschikkingstelling, wordt in voorkomend geval afgerond tot de hogere eenheid.

Tijdens de hele duur van deze terbeschikkingstelling wordt voor de periodes die niet meer gepresteerd worden, een wachtwedde of een wachtweddetoelage toegekend die gelijk is ofwel aan 50 % van de laatste activiteitswedde of van de laatste activiteitsweddetoelage die aan dit aantal periodes wordt toegekend, ofwel aan evenveel vijfenvijftigste of zestigste van de laatste activiteitswedde als het personeelslid aan dienstanciënniteit telt op de datum van zijn terbeschikkingstelling volgens het feit dat de breuk die in aanmerking wordt genomen voor de berekeningswijze van het pensioen van 1/55 of 1/60 is zonder dat in deze tweede berekeningswijze het globaal bedrag van de activiteitswedde of activiteitsweddetoelage of van de wachtwedde of weddetoelage 67,5 % niet kan overschrijden van de laatste activiteitswedde of laatste activiteitsweddetoelage.

De wachtwedde of de wachtweddetoelage toegekend aan het personeelslid dat ter beschikking wordt gesteld met toepassing van de bepaling die voorafgaat, wordt berekend volgens het meest gunstige stelstel voor het personeelslid.

Voor de toepassing van de tweede berekeningswijze bedoeld in het derde lid worden in aanmerking genomen voor hun werkelijke duur de diensten die in aanmerking komen voor de berekening van het rustpensioen, met inbegrip van de nuttige ervaring binnen de perken van artikel 17 van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, met uitsluiting van de bonificaties wegens studies, alsmede de andere periodes vermeerderd als diensten toegelaten voor het vaststellen van de wedde.

Het genot van deze bepalingen wordt uitgebreid tot de personeelsleden voor wie het gedeeltelijke verlies van hun opdracht verklaard werd en tot de aanvragers van een aanvullende opdracht zodat ze de vierde van hun volledige prestaties kunnen bereiken die gebonden zijn aan het ambt dat ze uitoefenen.

Art. 10septdecies. De artikelen 10quatuordecies en 10sexdecies zijn niet van toepassing op de opvoedende hulppersoneelsleden.

Art. 10octodecies. Onder de algemene voorwaarden bedoeld in de afdeling I van dit hoofdstuk kunnen de personeelsleden bedoeld in artikel 10undecies, die ter beschikking gesteld worden wegens ontstentenis van betrekking, op hun aanvraag, een terbeschikkingstelling genieten wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen voor zover ze ten minste 55 jaar oud zijn.

Tijdens de hele duur van deze terbeschikkingstelling wordt een wachtwedde of een wachtweddetoelage toegekend die 75 % bedraagt van de laatste activiteitswedde of laatste activiteitsweddetoelage van de betrokkene.

De terbeschikkingstelling bedoeld in dit artikel loopt vanaf 1 september wanneer het personeelslid dat hiervoor in aanmerking komt, ter beschikking gesteld was wegens ontstentenis van betrekking op 30 juni voorafgaandelijk en dat het op die datum niet in aanmerking kwam in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap voor een definitieve reffectatie of een wederoproep tot de dienstactiviteit voor onbepaalde duur, in het officieel onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap voor een reffectatie of een voorlopige wederoproep tot de activiteit, in een gesubsidieerde betrekking van een onbepaalde duur en het vrije onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap voor een reffectatie, een hervatting van het werk of een voorlopige wederoproep tot dienst in een gesubsidieerde betrekking van onbepaalde duur.

Deze terbeschikkingstelling loopt vanaf 1 oktober wanneer het personeelslid dat hiervoor in aanmerking komt, ter beschikking wordt gesteld wegens ontstentenis van betrekking tussen 1 en 30 september die voorafgaat.

Deze terbeschikkingstelling loopt vanaf 1 november wanneer het personeelslid dat hiervoor in aanmerking komt, ter beschikking wordt gesteld wegens ontstentenis van betrekking op 1 oktober die voorafgaat.

In het geval bedoeld in het derde lid wordt de aanvraag om terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen ingediend door het personeelslid en dit uiterlijk op 1 juni die voorafgaat aan de ingangsdatum van deze terbeschikkingstelling.

In afwijking van het voorafgaande lid kan de aanvraag ingediend worden uiterlijk op 15 juli die voorafgaat als het personeelslid uitzonderlijke omstandigheden kan laten gelden.

In de gevallen bedoeld in het vierde en vijfde lid wordt de aanvraag om terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen ingediend door het personeelslid uiterlijk op de 20e dag die volgt op de datum van terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking.

In geval van fusie of herstructurering van de inrichtingen of de sluiting van een inrichting kan de Regering de leeftijdsbeperking bedoeld in het eerste lid verlagen.

Afdeling III. — Wijziging van een terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen.

Art. 10novodecies. § 1. Rekening houdend met de bepalingen in de afdelingen I en II kan het personeelslid dat een gedeeltelijke viertijdse terbeschikkingstelling geniet deze wijzigen in een volledige of gedeeltelijke terbeschikkingstelling, het personeelslid dat een gedeeltelijke terbeschikkingstelling geniet kan deze wijzigen in een volledige of gedeeltelijke terbeschikkingstelling, het personeelslid dat een gedeeltelijke terbeschikkingstelling geniet kan deze wijzigen in een volledige terbeschikkingstelling.

§ 2. Wanneer het personeelslid een terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen wijzigt in een andere terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen overeenkomstig § 1, wordt de laatste activiteitswedde of de laatste activiteitsweddetoelage waarop de wachtwedde of de wachtweddetoelage berekend wordt en toegekend wordt aan het personeelslid tijdens de duur van deze nieuwe terbeschikkingstelling, de activiteitswedde of de activiteitsweddetoelage die hij zou genoten hebben indien hij tot de vooravond van deze nieuwe terbeschikkingstelling de prestaties verder had uitgeoefend waarvoor het in vast verband benoemd of aangeworven wordt, toegekend.

§ 3. Rekening houdend met artikel 10duodecies, § 2, kan een terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen in een andere terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het pensioen overeenkomstig § 1 op elk ogenblik van het schooljaar gewijzigd worden.

Afdeling IV. — Voorwaarden voor de uitoefening van een winstgevende activiteit.

Art. 10vicies. § 1. Het personeelslid dat ter beschikking wordt gesteld wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen kan door de Regering toegelaten worden om een winstgevende activiteit uit te oefenen onder de voorwaarden en met inachtneming van de onverenigbaarheden bedoeld in deze bepaling.

In geen enkel geval kan deze activiteit uitgeoefend worden in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap noch in de psycho-medisch-sociale centra georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

§ 2. Het personeelslid bedoeld in § 1 kan mits voorafgaande toestemming van de Regering toegelaten worden om :

1° een beroepsactiviteit bepaald bij de wetgeving betreffende de arbeidsovereenkomsten of bij een analoog wets- of reglementstatuut uit te oefenen voor zover de bruto beroepsinkomsten het bedrag bepaald door de Regering niet overschrijden;

2° een beroepsactiviteit uit te oefenen als zelfstandige of als helper die de onderwerping met zich meebrengt aan het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen of die uitgeoefend wordt als medehelper voor zover de beroepsinkomsten afkomstig uit deze activiteit het bedrag bepaald door de Regering niet overschrijden;

3° een activiteit uit te oefenen die erin bestaat wetenschappelijke kunstwerken te scheppen of een creatiewerken te ontwikkelen, die geen gevolg hebben op de arbeidsmarkt voor zover de betrokkene geen handelaar is in de zin van het Wetboek van koophandel;

4° elke andere activiteit, mandaat, opdracht of dienst uit te oefenen, voor zover de bruto-inkomsten die eruit voortvloeien, ongeacht hun benaming, het bedrag bepaald door de Regering niet overschrijden;

5° de ambten van burgemeester uitoefenen in een gemeente waarvan de bevolking 15 000 inwoners niet overschrijdt, van schepen of voorzitter van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn in een gemeente waarvan de bevolking 30 000 inwoners niet overschrijdt.

§ 3. De simultane of opeenvolgende uitoefening van de verschillende activiteiten bedoeld in § 2, 1° tot 4° wordt toegelaten voor zover het globale bedrag van de inkomsten bedoeld in § 2, 1° tot 4° het bedrag bepaald door de Regering niet overschrijdt.

§ 4. De uitoefening van de ambten bedoeld in § 2, 5°, sluit de uitoefening van de activiteiten bedoeld in § 2, 1° tot 4° uit.

§ 5. Onder beroepsinkomsten van de activiteiten bedoeld in § 2, 2° wordt verstaan de bruto beroepsinkomsten, verminderd met de beroepsuitgaven of -lasten ingetrokken door de Administratie der directe belastingen voor het vaststellen van de belasting betreffende het betrokken jaar. Indien de activiteit van de helper door de echtgenoot uitgeoefend wordt, moet het gedeelte van de beroepsinkomsten van de uitbater in aanmerking worden genomen dat toe te wijzen is aan de helper overeenkomstig artikel 86 van het Wetboek met inkomstenbelastingen. Het aandeel van de beroepsinkomsten dat toegekend wordt aan de echtgenoot overeenkomstig artikel 87 van dit Wetboek wordt aan de inkomsten van de uitbater toegevoegd.

Indien de activiteit als zelfstandige of helper in het buitenland wordt uitgeoefend dan wordt rekening gehouden met de beroepsinkomsten afkomstig uit deze activiteit.

Indien de activiteit als zelfstandige of helper, wegens haar aard of bijzondere omstandigheden onderbroken wordt tijdens één of meer periodes van een bepaald jaar wordt ze geacht uitgeoefend te worden zonder onderbreking tijdens het hele jaar. De beroepsinkomsten van een kalenderjaar zijn altijd geacht uniform verdeeld te worden over de maand van de werkelijke of geachte activiteit van het betrokken jaar.

§ 6. Bij overschrijding van het bedrag bedoeld in de §§ 2 en 3 bepaalt de Regering de gevolgen op de wachtwedde of de wachtweddetoelage.

Bij overschrijding van minder dan 15 % van de bedragen bedoeld in §§ 2 en 3 wordt het bedrag van de wachtwedde of de wachtweddetoelage van het personeelslid geschorst zelfs als de activiteit zich niet over het hele jaar uitstrekt.

Bij overschrijding van minder dan 15 % van de bedragen bedoeld in §§ 2 en 3 wordt het bedrag van de wachtwedde of de wachtweddetoelage van het personeelslid verminderd naar rata van het percentage van de overschrijding van de inkomsten ten opzichte van deze bedragen.

§ 7. Het personeelslid is ertoe gehouden de Regering in te lichten over elke wijziging van inkomsten die tot een vermindering of een afschaffing van zijn wachtwedde of wachtweddetoelage zou kunnen leiden. »

Art. 9. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2012.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 december 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

—
Nota

Zitting 2011-2012.

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 282-1. - Verslag nr. 282-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 20 december 2011.